

Le monde en mouvement

BATAILLE NAVALE
« Les Américains aussi y ont pris part », accuse Poutine à propos d'un incident survenu en mer Noire avec un navire de guerre anglais.

L'ARMÉE ÉTHIOPIENNE PERD PIED
Les rebelles poursuivent leur progression dans le Tigré, malgré le cessez-le-feu unilatéral décrété par le gouvernement éthiopien après la perte de la capitale régionale, Mekele. Ils menacent désormais de marcher sur Addis-Abeba.

AFRIQUE DES GRANDS LACS

Le rapport Mapping enterré par la RDC et le Rwanda

La société civile congolaise et les ONG se mobilisent pour faire juger les crimes commis dans l'est de la République démocratique du Congo depuis 1996 et documentés dans une enquête de l'ONU de 2010.

C'est à rebours d'une guerre qui a provoqué depuis 1996 des centaines de milliers de morts – voire des millions – que les présidents rwandais et congolais affichaient, les 25 et 26 juin, leur parfaite entente. Deux rencontres, l'une à Gisenyi (Rwanda), l'autre à Goma (RDC) le lendemain, pour clore un mois de violentes polémiques et d'indignations de la société civile congolaise, scandalisée par les propos tenus par Paul Kagame en France le 17 mai. À l'occasion d'un entretien accordé à RFI et France 24, ce dernier affirmait à propos du rapport Mapping des Nations unies, rendu public en 2010 et qui documente les violations des droits de l'homme commises par différents groupes armés entre 1993 et 2003 :

« Le rapport Mapping a été extrêmement controversé. Mukwege devient un symbole, un outil de ces forces que l'on n'aperçoit pas et il reçoit le prix Nobel, donc on lui dit quoi dire. »

Aux sources du conflit

À en croire Paul Kagame, Denis Mukwege, célèbre médecin congolais lauréat du Nobel de la paix en 2018 pour son combat en faveur des femmes victimes de violences sexuelles en RDC, qui milite pour que les responsables des atrocités documentées dans le rapport Mapping soient jugés, serait donc manipulé par des « forces » obscures. Et l'armée rwandaise, accusée dans ce document de 550 pages d'avoir perpétré au Congo de nombreux crimes contre l'humanité, serait, elle, parfaitement innocente puisqu'il « n'y a pas eu de crimes » dans l'est de la RDC,

« que ce soit par les personnes évoquées ou les pays cités ».

Félix Tshisekedi, conquis dans son pays pour avoir refusé de lui répondre, a tout fait pour calmer le jeu, tandis que Paul Kagame adoucissait lui aussi son verbe la semaine suivante en reconnaissant cette fois l'existence de crimes perpétrés au Congo, tout en saluant le travail du docteur Mukwege vis-à-vis des femmes violées. Pour comprendre la violence de cette polémique qui empoisonne les relations entre les deux pays, il faut remonter au mois de juillet 1994. À la tête de l'Armée patriotique rwandaise (APR), Paul Kagame achève la conquête du Rwanda, trois mois après le début du génocide des Tutsis et des massacres des opposants hutus, déclenchés par les autorités extrémistes à Kigali, qui ont fait au moins 800 000 morts, selon les

Nations unies. La France a tardivement déployé une opération « militaro-humanitaire » baptisée « Turquoise » et commandée par Jean-Claude Lafourcade, dont la mission officielle est de faire cesser les massacres. Mais pour le chef de guerre Kagame, Paris demeure l'ennemi déclaré, François Mitterrand ayant empêché, de 1990 à 1993, son armée de prendre le pouvoir en sou-

L'étrange aveuglement de Patrick de Saint-Exupéry

La Traversée, du journaliste Patrick de Saint-Exupéry, raconte un road-trip solitaire au cœur de l'immense forêt congolaise, qu'il appelle « la mousse ». Problématique, ce livre a pourtant été salué en France comme un exploit.

Comme il n'y a pas de routes en RDC, c'est en avion, à moto et surtout en bateau que nous mène le journaliste Patrick de Saint-Exupéry dans son livre *la Traversée* (1), parti sur la trace des Hutus du Rwanda réfugiés dans l'ex-Congo belge, qui s'appelaient alors Zaïre, après le génocide des Tutsis (1994), et qu'il avait croisés en 1996, dans l'horreur des camps autour de Goma. Il voulait vérifier la réalité des massacres dont ils avaient été victimes à partir du 29 octobre 1996 : ce jour-là, après avoir bombardé Bukavu et Goma, l'armée rwandaise (APR) du président Kagame entra au Congo pour rechercher les génocidaires et inciter plus d'un million de Hutus en fuite à rentrer au Rwanda. Ses troupes étaient accompagnées de celles de Laurent Désiré Kabila, qui allait en profiter pour renverser le maréchal Mobutu et prendre le pouvoir à Kinshasa. Les tueries, massacres, viols qui ont jalonné leur parcours, de Kigali à Kinshasa, ont été dénoncés comme des « crimes de guerre » par Médecins sans frontières, Amnesty International, Human Rights Watch. Ils ont fait l'objet, en 2010, d'un rapport de l'ONU, le rapport Mapping, resté lettre morte car les noms des responsables n'ont pas été divulgués et aucune action en justice n'a pu être engagée.

Pour quelle obscure raison Patrick de Saint-Exupéry a-t-il entrepris de démolir le rapport Mapping ? Il ne l'explique pas, mais dit tout

son mépris pour le travail des 33 experts qui ont travaillé des mois sur le terrain, recueilli témoignages, preuves et documents. Pour lui, ce rapport est « biaisé » et « ne tient pas la route ». Sa « contre-enquête » le mène sur les lieux de ces crimes, où il ne trouve rien ou pas grand-chose. Il interroge l'un ou l'autre « témoin » rencontré par hasard, deux prêtres, un pasteur. Le père Arsène, ancien curé de Walikale, confirme « des tueries ». Mais qui contre qui ? Combien de morts ? Il ne sait pas. On mélange tout, on noie le poisson. On fait du tourisme, on décrit des lieux, les gens sont sympas. L'impression dominante est qu'on a tout oublié, qu'on veut tout oublier.

Le journaliste dit tout son mépris pour le travail des 33 experts sur le terrain.

Le parti pris est net : pour contrer l'hypothèse d'un génocide des Hutus, évoqué comme « une intention possible » par le rapport Mapping, l'auteur nie les crimes de guerre effectivement commis et prouvés. Comment un tel déni est-il possible de la part d'un reporter chevronné, ancien du *Figaro* et fondateur du magazine *XXI* ? Comble du comble : il a choisi, pour lui « montrer le chemin à suivre sur la carte », l'homme qui, en 1996, conduisait les troupes rwandaises au Congo, le colonel James Kabarebe, qui fut ensuite ministre de la Défense à Kigali ! Ce livre tombe à point nommé pour justifier les embrassades entre les présidents Macron et Kagame, dont la réconciliation vaut bien un coup d'éponge. Comme Fabrice, le héros de *la Chartreuse de Parme*, à Waterloo, Patrick de Saint-Exupéry n'a rien vu au Congo. Juste « la mousse ». •

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

(1) Les Arènes, 320 p., 22 euros.



Kitchanga (RDC), 15 février 2008. 4 000 réfugiés

Le monde en mouvement

tenant l'ancien régime du président Juvénal Habyarimana. Des centaines de milliers de civils rwandais fuient la progression de l'APR, soit par peur d'être eux-mêmes massacrés, soit par obéissance aux injonctions du gouvernement intérimaire impliqué dans le génocide. Ils affluent massivement vers l'ouest, en direction de la « zone humanitaire sûre » instaurée par « Turquoise » et surtout près de la frontière située plus au nord, entre Gisenyi et Goma.

Les accusations de Paul Kagame

À l'occasion de sa visite à Paris en mai, Paul Kagame est revenu sur ce mois de juillet 1994, évoquant notamment le « ton menaçant » d'une lettre envoyée le 9 juillet 1994 par Jean-Claude Lafourcade. Plutôt courtoise, la missive se borne en réalité à saluer la « coordination » entre l'APR et l'armée française pour éviter « les méprises et les affrontements » et à alerter sur la catastrophe qui vient : « Je voudrais vous faire part de mes inquiétudes dans la zone nord-ouest », écrit le général français : « Si un cessez-le-feu n'est pas instauré rapidement et si le FPR poursuit sa progression vers l'ouest en direction de Gisenyi, une déstabilisation très grave de la région, compte tenu du flux important de réfugiés, risque de se produire. Ces réfugiés pourraient passer au Zaïre (l'ex-RDC - NDLR) et le FPR

rencontrer des difficultés avec ce pays. » La réponse de Paul Kagame fuse le lendemain. Il réitère ses accusations contre l'opération « Turquoise », qui aurait « des visées politiques sous le couvert d'une intervention humanitaire ». En clair, le « cessez-le-feu », pour lequel plaide également le représentant spécial des Nations unies, aurait pour objectif inavoué de réinstaller le pouvoir « hutu » en déroute et « d'offrir à ces criminels un tremplin pour le pouvoir ». Puis, Kagame promet que les combats ne viseront pas « les civils non armés », et rejette, au nom du FPR, toute responsabilité dans « ce flux de réfugiés dont il n'est pas la cause ». Les actes de la future tragédie congolaise sont ainsi posés. Deux millions de civils rwandais franchissent la frontière et s'entassent dans des gigantesques camps de réfugiés. Parmi eux figurent des éléments de l'armée de l'ancien régime, dont beaucoup ont participé au génocide, et des miliciens interahamwe. L'écrasante majorité sont pourtant des « civils non armés ».

Avec le soutien militaire clandestin des États-Unis et au prétexte de lutter contre les génocidaires hutus repliés dans l'ex-Zaïre, l'armée de Paul Kagame envahit le

Congo en 1996 et encadre la milice de Laurent-Désiré Kabila, un ex-guérillero reconverti dans les trafics et qui va bientôt prendre la place du maréchal Mobutu. Au moins 200 000 réfugiés hutus disparaissent dans la forêt congolaise. La commissaire européenne chargée de l'action humanitaire Emma Bonino évoque « un carnage incompréhensible » et accuse les troupes de Kabila, en réalité commandées par

James Kabarebe, bras droit de Paul Kagame, d'avoir « transformé l'est du Zaïre en véritable abattoir ». Le narratif du nouveau pouvoir rwandais, puissamment soutenu par son parrain états-unien, va être considérablement ébranlé par la publication du rapport Mapping en 2010.

Furieux, Kagame tente d'empêcher sa diffusion. Car si tous les acteurs, milices hutus et armées étrangères actives en RDC, y ont commis des crimes de guerre, sa lecture s'avère particulièrement accablante pour l'APR, accusée, outre d'épouvantables massacres de masse de civils désarmés, d'être un acteur de premier plan dans le pillage du riche sous-sol du Congo. « Les preuves démontrant que le Rwanda et l'Ouganda ont financé leurs dépenses militaires grâce

aux revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles de la RDC sont abondantes. Pour le Rwanda, selon certaines estimations, ces revenus couvraient, en 1999, 80 % de l'ensemble de l'APR », note le rapport, qui insiste également sur la responsabilité des multinationales qui « participaient directement aux négociations avec les auteurs de violations des droits de l'homme (et/ou) payaient des groupes armés ». L'identité des hauts gradés impliqués dans ces trafics et les massacres de civils demeure à ce jour confidentielle, et une partie d'entre eux ont été réintégrés au sein de l'actuelle armée de la RDC. « D'où l'embarras du président Tshisekedi » et son peu d'empressement à juger les responsables, décrypte l'un des initiateurs du rapport Mapping.

« Entre 3 et 5 millions de morts »

Quant au pillage, il perdure encore aujourd'hui, Kigali étant devenu l'un des principaux comptoirs des exportations de minerais rares, dont le oltan, l'or et autres ressources précieuses pourtant absentes de son propre sous-sol. À Goma, le 26 juin, les présidents rwandais et congolais ont même signé un accord sur l'exploitation de l'or dans l'est de la RDC censé mettre fin à l'absence de traçabilité du métal exploité illégalement. « Le conflit le plus meurtrier de la planète depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale n'a été ni le conflit vietnamien, ni la guerre d'Irak, ni l'interminable guerre d'Afghanistan mais bien le conflit rwando-congolais, qui a causé entre trois et cinq millions de morts. À deux millions de morts près, on ne sait même pas où on en est », rappelle l'historien Gérard Prunier, qui a publié début juillet l'ouvrage *Cadavres noirs* dans la collection « Tracts » des éditions Gallimard. Une injustice doublée d'une indifférence que les auteurs et promoteurs du rapport Mapping tentent depuis dix ans de conjurer. •

MARC DE MIRAMON

THIERRY MICHEL PARLE DE L'EMPIRE DU SILENCE

Thierry Michel, cinéaste belge auteur de onze films sur l'ex-Congo belge, vient d'en achever un nouveau, qui sortira en 2022 en salles. « L'Empire du silence », dit-il, raconte en images, interviews, témoignages, les milliers de crimes impunis qui ont jalonné l'histoire du Congo depuis vingt-cinq ans. Il commence par le discours magnifique du docteur Mukwege à l'académie Nobel, qui révèle le rapport Mapping de l'ONU. Il cite les noms des plus importants responsables cachés dans les données tenues secrètes à l'ONU. Il constituera une preuve accablante qui mettra fin au silence et à l'impunité. Les gens verront dans le film les lieux, les témoins, les survivants et les archives qui ne peuvent pas mentir, là où Patrick de Saint-Exupéry, dans sa *Traversée*, n'a rien vu. Nous, on va sur les lieux, on voit les témoins, les archives, on a la vérité de l'Histoire. Mon film doit réveiller les consciences. C'est un cri et un appel à la justice ! »



sont entassés dans un camp, sans aucune assistance humanitaire depuis quatre mois. Andrew MacConnell/Panos-RÉA